

# LA SÉCU

C'EST NOS SALAIRES

ELLE EST

À NOUS!



## ZOOM

Le gouvernement face aux inondations : après nous le déluge!

Page 3

## INTERNATIONAL

La politique de Giorgia Meloni : un « modèle » pour l'Europe?

Page 4

## ARGUMENTS

Toussaint 1954 : le FLN engage la guerre d'indépendance algérienne

Page 5

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Catherine Méry autrice de *Leur usine, nos vies, nos morts*

Page 8

## Édito

### En Ukraine, une résistance sur deux fronts!

Par JACQUES BABEL

Pressées par Poutine, les forces militaires russes utilisent leur supériorité en hommes et en moyens de bombardement pour grignoter très lentement mais sûrement du territoire, et pour détruire les infrastructures civiles de l'Ukraine. Maintenant, après les livraisons massives de bombes, missiles et drones par la Corée du Nord et l'Iran, on annonce l'arrivée de plusieurs milliers de militaires nord-coréens pour combattre en renfort de l'armée russe. Pendant ce temps, certains à gauche s'indignent toujours de la livraison d'armes aux Ukrainiens par les États occidentaux, alors que celles-ci sont manifestement insuffisantes pour permettre une résistance efficace face au rouleau compresseur poutinien et une inversion du rapport de forces...

Parallèlement, le gouvernement Zelensky inscrit de plus en plus ses demandes d'aide dans une politique néolibérale inféodée aux États occidentaux. Et les errements de la politique de recrutement pour une défense nationale ukrainienne épuisée par deux ans et demi de guerre contribuent à une démoralisation qui s'exprime publiquement, au-delà de la mobilisation extraordinaire du peuple ukrainien pour défendre ses libertés. Comme le disent nos camarades de l'organisation de gauche révolutionnaire Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), « les perspectives incertaines de victoire de l'Ukraine sont dues au fait que la seule stratégie fiable d'opposition à l'agresseur — mobiliser toutes les ressources économiques disponibles pour soutenir la ligne de front et les infrastructures critiques — était en contradiction avec les intérêts de l'oligarchie. Du fait du libre marché, l'Ukraine est une caricature d'économie de guerre, et la concentration du luxe au milieu de la pauvreté devient explosive. Le refus de nationaliser les infrastructures de production, de taxer les grandes entreprises et d'allouer le budget nécessaire au réarmement fait que la guerre se poursuit au prix d'importantes pertes humaines et d'une mobilisation sans relâche. »<sup>1</sup>

Dans cette situation terrible, la solidarité internationale de peuple à peuple existe et est essentielle à développer, comme le fait le réseau ENSU<sup>2</sup> avec ses liens par en bas avec les associations progressistes ukrainiennes — politiques, féministes, syndicales, LGBT — luttant à la fois contre l'agression russe, pour la défense des acquis sociaux et en défense de droits égalitaires.

1 — Résolution intitulée « Le chemin de la victoire et les tâches de la gauche ukrainienne » adoptée à la Conférence de Sotsialnyi Rukh (Mouvement Social) tenue à Kiev les 5 et 6 octobre 2024.  
2 — Voir le site ENSU. <https://ukraine-solidarity.eu/>

### Bien dit

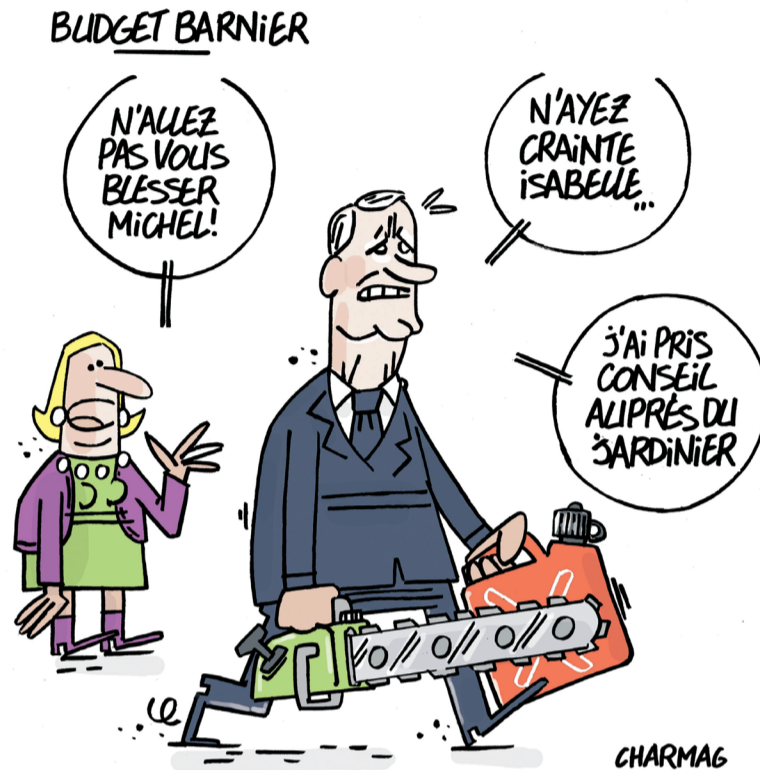
C'était du délire tout ce que j'ai entendu aujourd'hui. Mais un jour, j'aurais le droit de parler, et je décortiquerais un par un tous ces mensonges. On a un dossier solide, avec des témoins. Quand est-ce que M. Depardieu sera là? Quand est-ce qu'on pourra débattre du fond?

AMÉLIE, auprès de Mediapart, le 28 octobre devant tribunal correctionnel de Paris alors que l'avocat de Gérard Depardieu, absent, a demandé et obtenu le renvoi du procès en mars.

## À la Une

### La Sécu, elle est à nous!

Sans majorité à l'Assemblée, le gouvernement macroniste/LR de Barnier a besoin des voix du RN pour faire passer son PLF (projet de loi de finances) sur le budget de l'État et le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale).



CHARMAG

Ces deux projets de loi constituent une attaque contre les services publics et le droit à la santé qui sera portée conjointement, si elle aboutit, par la droite et l'extrême droite, qui se retrouvent dans la même détestation du service public et des fonctionnaires. Ce qui explique que le débat sur le budget se cristallise sur la question du délai de carence.

#### Délai de carence des fonctionnaires

Le projet est de passer d'un à trois jours le délai de carence, au bout duquel les salariéEs en arrêt maladie perçoivent les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale, et d'aligner le public sur le régime du secteur privé, en oubliant au passage les accords de branche

ou d'entreprise qui permettent de maintenir la rémunération des jours de carence pour 75% du privé. Le tout présenté dans un souci d'équité, bien entendu, et avec l'objectif de diminuer le recours aux arrêts maladie. Du point de vue des possédants, il y a beaucoup d'arrêts parce qu'ils ne sont pas tous justifiés. Impossible d'envisager pour eux que les conditions de travail se dégradent de façon phénoménale dans les services publics, à l'hôpital, dans l'enseignement, aux finances publiques, etc. Impossible d'imaginer que les salaires y sont bloqués et qu'il n'y a aucune reconnaissance du travail accompli. Pour la droite et l'extrême droite, les fonctionnaires sont des « feignants » qui ne veulent pas travailler. La même logique de culpabilisa-

tion est appliquée depuis de longues années aux chômeurEs: s'ils sont de plus en plus nombreux, c'est parce qu'ils ne veulent pas vraiment retrouver du travail. Et les classes dirigeantes ajoutent une logique punitive. Ici l'allongement du délai de carence va de pair avec une baisse de la rémunération pendant un arrêt maladie, passant à 90% du salaire au lieu de 100%.

#### Le PLFSS, un outil pour briser la Sécu

Depuis 1996 et la loi Juppé contestée, le Parlement vote chaque année une LFSS (loi de financement de la Sécurité sociale) qui fixe l'Ondam (Objectif national des dépenses d'assurance maladie). Ce mécanisme permet de mettre sous tutelle de l'État le budget de la Sécurité sociale. C'est une machine

de guerre contre la conception initiale de la Sécu avec laquelle la santé échappait à la logique du marché. Insupportable pour la bourgeoisie qui cherche depuis des années à aller plus loin, et à donner de plus en plus aux complémentaires santé et au privé. Les objectifs de l'Ondam augmentent à peine, ce qui ne permet pas de compenser l'inflation. Concrètement des lits vont fermer, des services vont être débordés, des malades vont rester des heures ou des jours sur des brancards aux urgences. Cette politique vise à finir de détruire l'hôpital public et d'accélérer le passage à un système de santé à deux vitesses: le privé pour ceux qui en ont les moyens et un service public de santé très dégradé pour la majorité de la population. Après la baisse des remboursements des soins dentaires en 2023 et la hausse des franchises médicales, le gouvernement veut faire voter la baisse du niveau de remboursement des consultations des médecins et des sage-femmes de 70% à 60%. Avec à la clé, pour ceux qui pourront payer, un nouveau report des dépenses vers les complémentaires santé, qui ont augmenté l'an passé de 8%. Et 12% des personnes les plus pauvres n'ont aucune couverture complémentaire!

#### Faire converger les luttes

À travers le débat sur le délai de carence des fonctionnaires, c'est donc bien l'ensemble des travailleuses et des travailleurs qui sont attaqués. Les syndicats de la santé, CGT, SUD, UNSA, FO, ont organisé une journée nationale de mobilisation et de grève le 29 octobre. Une mobilisation sociale d'ampleur est nécessaire pour imposer le financement du système de santé à la hauteur des besoins de la population. Cela passe par le rejet de ce PLFSS et des politiques qu'il incarne et par la revendication du 100% Sécu. La Sécurité sociale est à nous! Ce sont nos cotisations sociales!

Alex Bachman



### LIBÉREZ GEORGES ABDALLAH!

Samedi 26 octobre, la manifestation annuelle pour demander la libération de Georges Ibrahim Abdallah devant la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) où il est détenu depuis 40 années, a rassemblé 4 000 personnes. Toujours dans l'attente du résultat de sa douzième demande de libération, le militant libanais est le prisonnier politique le plus ancien dans une prison française et l'un des plus anciens en Europe. Libérez Georges Abdallah! © NPA

**PALESTINE/ ISRAËL****Stopper le projet « Grand Israël »**

Est-ce le début de la fin de l'impunité israélienne ? Plus de 1 000 IsraélienNEs et Franco-IsraélienNEs ont signé une tribune demandant l'arrêt de tout accord de coopération et « toute sanction possible afin d'obtenir un cessez-le-feu immédiat [...] et durable »<sup>1</sup>. Est-ce le signe d'un délitement du consensus actuel, au sein d'Israël, sur la guerre menée à Gaza et les autres fronts, qui laisserait entrevoir un arrêt du génocide ?

Les rédacteurices en doutent elleux-mêmes : « Hélas, la majorité des Israéliens soutient la poursuite de la guerre. Ainsi, un changement venant de l'intérieur semble, à l'heure actuelle, impossible »<sup>2</sup>. Le soutien à Netanyahu reste en effet massif, malgré l'abandon des otages et les pertes militaires. La société israélienne s'est largement droitisée au cours des trente dernières années et le « sionisme d'extrême droite » incarné par la coalition au pouvoir est largement majoritaire. Netanyahu a ainsi pu saisir la fenêtre d'opportunité qu'a représenté le 7 octobre 2023 — ce « 11 septembre israélien » selon ses mots — pour mettre en œuvre le projet de « Grand Israël » incluant Gaza et la Cisjordanie.

**Israël, toujours le gendarme des États-Unis dans la région**

Qui peut stopper l'impunité israélienne ? Sûrement pas les États. Qu'ils soient impérialistes, au premier rang desquels les États-Unis et la Grande-Bretagne, ou les voisins directs d'Israël, leur soutien alimente l'impunité de l'État d'Israël. Le projet de « Grand Israël » n'est certes pas l'option majoritaire parmi les dirigeantEs démocrates. Ceux-ci sont attachés aux accords d'Oslo et à sa solution à « deux États ». Mais, dans cet objectif, les États-Unis soutiennent l'élimination



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANÇOIS NPA31

du Hamas à Gaza et l'affaiblissement de tout élément de résistance à l'occupation israélienne (dont le Hezbollah). Car l'État d'Israël est une pièce maîtresse du dispositif impérialiste états-unien dans la région. Tant pour la question de l'accès aux ressources que pour le maintien de son hégémonie face à la Chine et à la Russie.

Du côté des pays arabes on ne voit pas non plus ce qui pourrait faire obstacle à l'impunité israélienne. Avec la fin du nationalisme arabe et la conversion des pays de la région à l'agenda néolibéral, la défense des PalestinienNEs n'est même plus un élément de rhétorique anti-impérialiste de façade. Le soutien à la Palestine

est désormais un obstacle à cette insertion qui suppose une coopération avec les États-Unis et donc une « normalisation » des relations avec l'État d'Israël. Et rappelons que, par exemple, 80 % du financement de l'armée égyptienne provient des États-Unis.

**Les antiracismes au cœur du mouvement de solidarité**

Le rôle du mouvement international de solidarité est donc clé. Et la question du racisme est un des défis pour sa massification. En effet, en faisant d'un État d'apartheid aux multiples lois racistes la pointe avancée de la « civilisation » dans une région de « barbarie » et en mettant en

avant son supposé « droit à se défendre » les soutiens d'Israël s'appuient sur et alimentent un « double racisme ». D'abord, un racisme anti-arabe et islamophobe qui prend la forme d'une animalisation des PalestinienNEs et conduit à les soustraire du reste de l'humanité. C'est, par ailleurs, le même racisme qui rend « tuables » les jeunes descendantEs de l'immigration post-coloniale lors de contrôles policiers ici. Puis, un antisémitisme qui essentialise les juifs et juives en les assimilant à l'État d'Israël et en réduisant leur identité à la défense de cet État. En endossant l'agenda sioniste sur l'impossibilité d'une commune existence des juifs et juives avec les populations des différents pays dans lesquels iels vivent, les soutiens de l'État d'Israël dénie et reconduisent l'antisémitisme historique au sein des classes dirigeantes occidentales (de Balfour à Darmanin, par exemple). Déni qui permet à un parti fondé par d'anciens nazis de défilier en défense des juifs et des juives en France. Ces différentes dimensions d'un antiracisme à construire doivent faire partie du combat idéologique mené par le mouvement de solidarité.

**William Donaura**

1 – « Citoyens israéliens, nous appelons à une pression internationale pour qu'Israël cesse le massacre », *Libération*, 18 octobre 2024.  
2 – *Idem*.

**No comment**

*Le présent et l'avenir [du Sahara occidental] s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine*

EMMANUEL MACRON, devant le Parlement marocain à Rabat, le 29 octobre, qui pour quelques milliards de contrats et pour expulser plus facilement les migrantEs, soutient la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental...

**Agenda**

**Dimanche 3 novembre, marche contre la vie chère aux Antilles, Guyane, Réunion, Kanaky, Paris.** À 13h, de Denfert-Rochereau jusqu'au ministère des Outre-mer.

**Dimanche 3 novembre, manifestation urgence Palestine-Liban, Paris.** À 14h, à République.

**Mardi 5 novembre, réunion-débat « Un peuple en résistance : comprendre les luttes sociales dans l'Ukraine en guerre », Paris.** À 19h au Maltais rouge, 40, rue de Malte, dans le 11<sup>e</sup>.

**Mercredi 6 novembre, réunion publique avec Olivier Besancenot, Strasbourg.** À 18h, au foyer des Étudiants catholiques, 17, place Saint-Étienne à Strasbourg.

**Vendredi 8 novembre, réunion publique « Quelle stratégie pour le mouvement féministe » avec Aurore Koechlin, Lorient (56).** À 19h, à la Maison des Associations, 5, place Bonneaud, 56000 Lorient.

**Mardi 12 novembre, réunion publique avec Philippe Poutou, Poitiers (86).** À 20h30, à la maison de la Gibauderie, 111 rue de la Gibauderie, 86000 Poitiers.

**Mercredi 13 novembre, Rencontres de la Brèche avec Kaoutar Harchi autour de son livre *Ainsi l'animal et nous*, Paris 12<sup>e</sup>.** À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.

**Dimanche 17 novembre, Rencontres de la Brèche avec Irene, Manon Boltansky et Daria Saburova autour du livre *Travailleuses de la résistance et de l'actualité en Ukraine*, Paris 12<sup>e</sup>.** À 19h à la librairie la Brèche, 27, rue Taine.

**ÉCOLOGIE Le gouvernement face aux inondations : après nous le déluge !**

Des pluies d'une intensité record ont provoqué de nombreuses inondations dans tout le pays ces dernières semaines, dévastant des villes et causant la mort d'une personne.

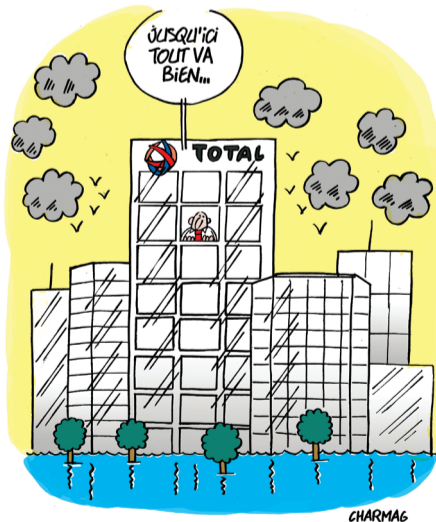
Ces pluies exceptionnelles, cumulant parfois six mois de précipitations en 48 heures sont une conséquence directe du réchauffement climatique.

**Inondations dramatiques au Sahel**

Si les inondations marquent la France, elles touchent aussi d'autres régions du monde dans d'autres proportions. Des pluies torrentielles se sont abattues au Sahel jusqu'à fin septembre, touchant d'abord le Soudan du Sud puis le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun. Ces pluies historiques ont provoqué des crues et plongé les pays sous les eaux, causant des milliers de mortEs, des millions de déplacéEs et la propagation de maladies liées à l'eau comme le choléra ou le paludisme. Une récente étude du World Weather Attribution montre que la considérable intensité de ces pluies est due au réchauffement climatique induit par les activités humaines. L'étude estime que ces pluies pourraient se reproduire tous les trois ans au Soudan du Sud, tous les cinq ans au Niger... selon le réchauffement actuel et pourraient se reproduire chaque année dans un avenir proche.

**La réponse criminelle du gouvernement**

Face aux inondations en France, le gouvernement vient d'annoncer la création d'un



nouveau plan national d'adaptation au changement climatique. Ce plan table sur un réchauffement de + 4 °C en France en 2100, ce qui correspond à + 3 °C à l'échelle mondiale, bien loin des fausses promesses de l'accord de Paris qui aurait déjà eu des conséquences désastreuses partout dans le monde. Cette projection à + 4 °C est purement criminelle ! Le nouveau plan du gouvernement consiste en une cinquantaine de mesures creuses, non contraignantes et surtout non financées

car aucun budget n'est alloué. La seule annonce financière est l'augmentation de 75 millions d'euros du « Fonds Barrière » pour la prévention des risques climatiques. À comparer à l'augmentation de la cotisation « Cat Nat » qui passe de 12% à 20% début 2025, cotisation payée par les assuréEs, et qui devrait rapporter environ 1,2 milliard d'euros par an. En clair, les conséquences des catastrophes naturelles vont être payées un peu par de l'argent public, beaucoup par les assuréEs, et très peu par les compagnies d'assurances.

**Les inondations peuvent être limitées**

Ce ne sont pas uniquement les pluies qui provoquent les inondations mais aussi l'aménagement capitaliste des espaces : artificialisation et imperméabilisation des sols ; absence de zones naturelles le long des rivières ; destruction des haies et des prairies ; construction en zone inondable ; appauvrissement des sols par l'agriculture intensive, etc. L'aménagement doit être pensé en fonction de l'environnement et non plus des profits. Pour réduire les inondations, il est aussi essentiel de limiter au maximum le réchauffement climatique par une décroissance écosocialiste de la production. À nous d'inonder le système capitaliste !

**Commission nationale Écologie**

**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**  
**l'Anticapitaliste.org**

**l'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## AFRIQUE DE L'OUEST Guinée, le grand bond en arrière

Alors que des voix s'élèvent dans le monde contre l'enlèvement de Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah, les autorités françaises restent silencieuses face aux exactions des putschistes.

Trois ans après le coup d'État, le général Mamadi Doumbouya, ancien caporal-chef de la Légion étrangère, s'éloigne de sa promesse de rendre le pouvoir aux civils. La mansuétude dont il bénéficie ne risque pas de le faire changer d'avis.



Les deux cadres du FNDC Mamadou Billo Bah (à gauche) et Foniké Menguè (à droite). © Page Facebook du FNDC

### Indulgence pour les bons putschistes

Interviewé sur RFI, Bruno Fuchs, député du Modem auteur de deux rapports sur l'Afrique et la francophonie et tout nouveau président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, traduit l'état d'esprit de la macronie vis-à-vis des putschistes : « On a une junte dont on pense aujourd'hui qu'elle est dans la volonté d'un retour à l'ordre constitutionnel ». Il y a surtout une volonté de légaliser le coup d'État avec le projet d'une nouvelle Constitution et d'une élection, qui évidemment portera Doumbouya au pouvoir. D'ailleurs dans un entretien en juillet, toujours sur RFI, Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole de la junte, vend la mèche : « les militaires ne sont pas venus au pouvoir pour dire : "on organise l'élection, puis on se pousse pour que l'autre s'installe" ». Cela ne semble pas déranger l'Élysée, tant que la Guinée ne se joint pas au camp antifrancophone du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

### Misère et répression

Si le coup d'État fut au début bien accueilli mettant fin au pouvoir d'Alpha Condé qui se préparait à un troisième mandat, les populations ont vite déchanté. La situation économique se détériore au point qu'actuellement plus de 10 % de la population est victime d'une crise alimentaire contre seulement 2,6 % en 2021. Simandou, la plus grande mine de bauxite au monde, non encore exploitée, est le fruit de négociations très opaques entre la junte et la multinationale anglo-australienne Rio Tinto. Les médias critiques sont censurés, les principaux opposants sont en exil quand ils ne sont pas enlevés. C'est le cas pour Foniké Menguè et Mamadou Billo Bah, dirigeants du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Kidnappés il y a trois mois, subissant des supplices au camp militaire de l'île de Kassa, leurs familles et amis n'ont plus aucune nouvelle. Tout récemment un ancien haut fonctionnaire du ministère des Mines, Sadou Nimaga, a également été enlevé. Quant aux manifestations, elles sont interdites et réprimées. D'après les décomptes d'Amnesty International, 47 personnes ont été tuées. Si le pouvoir a rapidement perdu le soutien populaire — 72 % des Guinéens considèrent que la situation de leur pays est mauvaise — des fractures s'opèrent aussi à l'intérieur de l'armée, entraînant des règlements de comptes, des limogeages d'officiers, comme celui du responsable de la sécurité militaire Ismael Keïta, ou l'arrestation et la mort du colonel Célestin Bilibogui ou du numéro deux de la junte, le général Sadiba Koulibaly. Une façon très particulière de la junte d'entreprendre le « retour à l'ordre constitutionnel ».

Paul Martial

## USA Le conflit israélo-iranien, enjeu de l'élection présidentielle américaine

Le bombardement de l'Iran par Israël le 26 octobre, en réponse au tir de 300 missiles par l'Iran sur Israël au début du mois d'octobre, représente une extension des guerres d'Israël à Gaza et au Liban, menace d'un conflit régional et soulève l'effrayante perspective d'impliquer le partenaire d'Israël, les États-Unis, et éventuellement l'allié de l'Iran, la Russie, tous deux des puissances nucléaires.

### Les contradictions des deux candidats vis-à-vis d'Israël et de l'Iran

Le conflit est désormais un enjeu de l'élection présidentielle américaine. La vice-présidente Kamala Harris est une fois de plus mise à l'épreuve sur son soutien indéfectible à l'engagement de Joe Biden en faveur d'Israël. Tandis que Donald Trump a l'occasion de fustiger l'administration Biden-Harris pour ses échecs en matière de politique étrangère. Trump et Harris considèrent tous deux l'Iran comme un ennemi d'Israël et des États-Unis, et Trump, qui a toujours été très hostile à l'Iran (il a en particulier dénoncé le traité nucléaire conclu par Obama) a une animosité renforcée contre ce pays depuis que les services de renseignement américains l'ont informé que l'Iran projeterait de l'assassiner.

Après le bombardement de Téhéran par Israël, Kamala Harris a déclaré une fois de plus : « Nous maintenons l'importance de soutenir le droit d'Israël à se défendre », et elle a ajouté : « Nous sommes également très catégoriques sur le fait que nous devons assister à une désescalade dans la région à l'avenir, et c'est ce sur quoi nous nous concentrerons ». Cela rejoint la position antérieure de Biden-Harris, qui soutenait le droit d'Israël à faire la guerre au Hamas à Gaza, mais appelait à un cessez-le-feu dans cette région et plus tard au Liban, tout en ne prenant aucune mesure pour l'obtenir. Quant à Trump, il a dit au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au début du mois : « Faites ce que vous avez à faire ». Trump a communiqué régulièrement avec Netanyahu,

Dans une élection présidentielle dominée par les questions intérieures, le conflit Iran-Israël met la politique étrangère au premier plan. Toutefois, les préoccupations des AméricainEs concernant l'économie et l'immigration détermineront probablement l'issue de l'élection.

### LES TRUMPISSES PRÊTS POUR LA VICTOIRE



et Biden a exprimé sa crainte que Trump ne nuise aux efforts diplomatiques déployés par les États-Unis pour empêcher l'extension du conflit. Pourtant, Trump a également déclaré : « Ils [Israël et l'Iran] sont très proches d'une catastrophe mondiale » et, a-t-il ajouté, « nous avons un président et un vice-président inexistantes qui devraient être aux commandes. Mais personne ne sait ce qui se passe ».

En tant que vice-présidente, Kamala Harris a des années d'expérience en matière de politique étrangère, tout comme Trump, mais c'est lui qui affirme qu'il « rendra à l'Amérique sa grandeur », tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. L'attrait qu'il exerce en tant qu'homme fort pourrait lui permettre de marquer des points.

### La situation économique : préoccupation majeure

Pourtant, alors que le débat sur les guerres d'Israël à Gaza, au Liban et maintenant en Iran fait rage dans les cercles de l'élite et parmi certains électeurs, pour la plupart des AméricainEs, la priorité est la situation économique, suivie par l'immigration. Au

cours de l'année écoulée, Trump a mené le débat politique d'abord avec Biden, puis avec Harris. Il affirme que l'Amérique est une nation en faillite, que les AméricainEs moyenNES n'ont pas les moyens de se loger et d'acheter les produits de base. Selon lui, l'immigration constitue une menace existentielle pour la vie et l'identité nationale des États-Unis. Lui et son collègue, le sénateur J.D. Vance, affirment que les immigrés apportent le crime, la maladie et « empoisonnent le sang » du peuple américain. Selon eux, les immigrés prennent les emplois des AméricainEs, en particulier ceux des Noirs et des Hispaniques. L'appel de K. Harris en faveur d'une « économie de l'opportunité », c'est-à-dire d'une économie qui offrirait des possibilités à chacunE, n'a pas apaisé les inquiétudes des électeurEs et Harris n'a pas proposé de programme pour la classe ouvrière, comme l'avait suggéré le sénateur Bernie Sanders.

Les affaires internationales — même la perspective d'une guerre régionale — ne peuvent vaincre le désintérêt historique des AméricainEs pour ces questions, du moins tant que les États-Unis ne sont pas directement impliqués et que des vies américaines ne sont pas menacées. La principale chose que les AméricainEs veulent, c'est que les États-Unis soient forts. Quatre-vingts ans de domination économique, politique et militaire des États-Unis à l'échelle mondiale ont conduit les AméricainEs à présumer que les États-Unis sont la « nation indispensable », comme l'ont affirmé des politicienNES, historienNES et journalistes. Alors, croiront-ils que Harris ou bien Trump projette la plus grande impression de force et de puissance qu'ils désirent ?

Dan La Botz, traduit par Henri Wilno

## ITALIE La politique de Giorgia Meloni : un « modèle » pour l'Europe ?

Depuis plusieurs décennies, l'Italie mène une politique migratoire abjecte qui bafoue les droits humains et met en péril la vie de nombreuses personnes qui tentent de rejoindre l'Europe.

Criminalisation de la circulation, limitation du droit d'asile, externalisation du contrôle des frontières, détention des migrantEs dans les pays dits « sûrs » : la politique xénophobe que Giorgia Meloni prétend aujourd'hui ériger en « modèle » pour les autres pays de l'Union.

### L'art de gouverner par la peur

Les politiques de fermeture des frontières sont devenues des manières de gouverner par la peur de l'autre et cela en dépit de leur dimension inhumaine et inefficace. L'Europe forteresse a mis en place un système institutionnalisé de ségrégation spatiale et sociale à l'égard des populations extracommunautaires. Menaçant le principe de l'égalité des droits, l'idéologie de la préférence nationale est défendue d'une manière de plus en plus décomplexée par les droites extrêmes européennes et internationales. En matière d'immigration, les leaders souverainistes semblent être en effet très soudés. C'est ce qui ressort de la réunion organisée à Bruxelles par la Première ministre Giorgia Meloni

à laquelle s'est jointe également Ursula von der Leyen.

### Des décennies de politiques inhumaines

Au début des années 2000, la loi « Bossi-Fini » (des noms des deux anciens ministres de la Ligue du Nord et d'Alliance nationale qui en avaient pris l'initiative dans le cadre du premier gouvernement de Berlusconi) avait accéléré le processus de criminalisation des migrantEs considéréEs en situation irrégulière. Les gouvernements de centre-gauche n'ont pas fait mieux. En 2017, sous Gentiloni, l'Italie signe un accord avec la Libye qui prévoit une aide économique et un soutien technique aux autorités libyennes pour réduire les flux migratoires. Refoulement, détention arbitraire, viols et violences : ce qui se passe dans les centres de détention en Libye a abondamment été documenté sous les yeux complices de l'Europe. Quelques années après, c'est au tour de l'ancien ministre de l'Intérieur Matteo Salvini, aux manettes dans un gouvernement de coalition avec le mouvement des Cinq Étoiles, de prévoir de lourdes sanctions

et la confiscation des navires de sauvetage des organisations humanitaires.

### La nouvelle propagande des « pays sûrs »

Pour l'extrême droite au pouvoir, la gestion propagandiste des flux migratoires articulée aux mesures liberticides et antisociales sert à cacher l'immobilisme de l'ordre économique bourgeois. Dans ce domaine, Meloni fait preuve d'un véritable acharnement anti-migrantEs. Le décret 20/2023 (appelé d'une façon cynique « décret Cutro », du nom du village calabrais qui a connu le tragique naufrage des migrantEs en février 2023) a fortement limité le droit d'asile et élargi la catégorie des migrantEs pouvant être expulsés, en particulier s'ils ou elles proviennent de la liste des « pays sûrs ». Fortement critiqué par les juristes, le « décret flux » du 2 octobre rétablit l'appel pour les décisions de protection internationale. La règle, récemment approuvée dans le décret sur le Sud, prévoit le doublement des centres de détention et de rapatriement et allonge la durée de

détention de 6 à 18 mois pour les migrantEs à rapatrier. Signé par le chef de l'État Sergio Mattarella, le « décret sur les pays sûrs » a comme but de pouvoir repousser, en prétendant tenir compte des règles humanitaires, la masse des migrantEs fuyant les crises économiques et environnementales ou les conditions de l'exploitation et d'oppression. Meloni prétend ainsi répéter les transferts des migrantEs vers l'Albanie au mépris des sentences des tribunaux italiens qui, en s'appuyant sur la Convention de Genève, rejettent la détention massive des demandeurs d'asile. Les premières enquêtes menées sur les centres de migrantEs en Albanie montrent que la procédure appliquée est totalement illégitime : le tri des migrantEs qui sont dirigés vers l'Albanie se fait sur la base de questions génériques comme les documents et la déclaration de leur nationalité<sup>1</sup>. La Méditerranée centrale reste l'une des routes migratoires les plus dangereuses au monde. Plus de 30 000 personnes y ont perdu la vie entre 2014 et aujourd'hui (selon l'OIM)<sup>2</sup>. Le fait que l'Europe applaude les mesures prises par le gouvernement italien est un signal inquiétant du virage réactionnaire et autoritaire que semble prendre à grand pas le vieux continent.

### Hélène Marra

1 - <https://www.cnca.it/tavolo-asilo-e-immigrazione-albania-nei-confronti-dei-migranti-procedure-illegittime/#>  
2 - <https://missingmigrants.iom.int/fr/region/mediterranee>

# Toussaint 1954: le FLN engage la guerre d'indépendance algérienne

À l'occasion des 70 ans de la « Toussaint rouge », nous publions un article de Sylvie Thénault, issu de son ouvrage : « Algérie: Des "événements" à la guerre », aux éditions Le Cavalier Bleu.

## Comment la guerre a commencé

« **L**e terrorisme, qui vient de faire à Casablanca de nouvelles victimes, s'est brusquement étendu la nuit dernière à une Algérie qui ne paraissait jusque-là menacée dans l'Est constantinois que par des incursions accidentelles de fellagas tunisiens. » *Le Monde*, 2 novembre 1954.

Dans la nuit du 31 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1954, quelques centaines de nationalistes lançaient une série d'attentats en Algérie. Avec des effectifs et des moyens limités, étant surtout implantés en Kabylie et dans les Aurès.

### Gouvernement sourd aux avertissements

Au matin de cette « Toussaint rouge », le FLN (Front de libération nationale) apparaissait pour la première fois en diffusant une proclamation ambitieuse au regard de ses forces : son objectif n'était rien moins que l'« *indépendance nationale* ». Il est devenu habituel de parler d'un « *coup de tonnerre dans un ciel serein* ».

Les attentats surprisent d'autant plus qu'à l'époque, en France, c'étaient le Maroc et la Tunisie qui focalisaient l'attention. En comparaison, l'Algérie semblait jouir d'un « *calme exceptionnel* ». Les services de renseignement, pourtant, avaient alerté le gouvernement de Pierre Mendès France. Jean Vaujour, directeur



de la Sûreté, dit avoir acquis avant la Toussaint la conviction que l'Algérie française était en péril et qu'il fallait se préparer à répliquer. En Algérie, dit-il, il avait limité la diffusion de ses informations afin d'éviter un mouvement de panique générale parmi les préfets tenus au courant. En France, le gouvernement serait resté sourd aux avertissements, en raison d'informations contradictoires et de l'éloignement du terrain local. L'idée qu'un mouvement

« séparatiste » puisse surgir rencontrait tout simplement l'incrédulité.

### Un bilan très largement supérieur aux 1165 morts officiels

L'étonnement était moindre dans les milieux critiques de la colonisation, comme chez les communistes. S'ils ne savaient pas plus que les autres qu'une insurrection se préparait, ils s'étaient montrés suffisamment attentifs aux revendications anticoloniales pour

être conscients de leur poids et du risque d'« explosion ». Après le 1<sup>er</sup> novembre 1954, *l'Humanité* rappelait les événements du printemps 1945, dans le Constantinois. Le 8 mai, jour de la capitulation nazie, des défilés avaient fêté la victoire alliée. Célébrant la liberté, les manifestantEs algérienNES se l'étaient réappropriée. Non seulement ils se saisissaient du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais ils appelaient à la libération de Messali

Hadj, qui avait passé toute la guerre emprisonné ou assigné à résidence. La police intervenant contre les drapeaux algériens qu'ils arboraient, ces cortèges furent durement réprimés. Il s'ensuivit, dans une partie du Constantinois, autour de Sétif en particulier, une insurrection paysanne qui fit une centaine de morts. La répression prit des proportions démesurées. À l'armée qui se livra à des exécutions sommaires en masse, s'ajouta, à Guelma, une milice européenne qui liquida des centaines d'hommes connus pour leurs engagements nationalistes.

Comme toujours dans ce cas, le bilan reste difficile à établir mais il est sûrement très largement supérieur aux 1165 morts officiels. On prête au général Duval, commandant de la division de Constantine qui avait conduit la répression, cette phrase prophétique : « *Je vous ai donné la paix pour dix ans.* » Ces massacres et l'ensemble de la répression, arrestations en masse, interrogatoires et sévices, détentions prolongées en prison, condamnations, y compris à la peine capitale, suivies d'exécutions, avaient radicalisé les rangs nationalistes, en particulier les jeunes nouvellement engagés.

### Impasse de la voie légale

Les blocages de la voie légale avaient aussi renforcé la conviction des nationalistes qu'il faudrait prendre les armes pour se faire entendre. En 1947, en effet, un nouveau statut de l'Algérie avait été élaboré consacrant l'existence de deux collèges d'électeurs : le premier pour les citoyens de plein droit, c'est-à-dire les Français et une petite minorité

de « Français musulmans » jouissant d'une pleine citoyenneté ; le second pour tous les autres « Français musulmans ». Suivant les scrutins, soit chaque collège élisait le même nombre de représentants, soit le second en élisait moins que le premier. La discrimination touchait en outre les femmes : le droit de vote des « musulmanes » était reporté à une hypothétique décision de l'Assemblée algérienne créée par le statut. Or, en dépit des conditions inéquitables de la représentation des Algériens, les scrutins postérieurs furent truqués, afin de limiter l'élection de nationalistes. Le parti nationaliste alors existant, le PPA (Parti du peuple algérien), présentait des candidats sous couvert de sa vitrine légale, le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques).

### Branche armée

Dans ce contexte, le PPA-MTLD avait décidé de se doter d'une branche armée : l'OS (Organisation spéciale). Mise sur pied fin 1948, elle manquait d'armes et de fonds, raison pour laquelle elle s'était attaquée à la Poste d'Oran, emportant plus de 3 millions de francs. La police française l'avait cependant rapidement démantelée et avait procédé à 363 arrestations, suivies d'une vague de procès en 1951-1952. Messali Hadj, leader du PPA avait été expulsé d'Algérie vers la France cette année-là. L'importance de l'OS réside finalement moins dans ses actions, limitées, que dans sa seule existence. Outre qu'elle avait cautionné le recours à la violence politique, elle avait concrètement préparé des militantEs à s'y adonner.

## Comment fut créé le Front de libération nationale

Le FLN fut ainsi créé par un petit groupe d'activistes décidés à passer à l'action armée. À l'origine de l'organisation, neuf chefs historiques, issus d'un Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA) créé au printemps 1954. Parmi eux, sept avaient exercé des responsabilités dans l'OS. Deux d'entre eux l'avaient même dirigée et avaient été inquiétés lors du démantèlement : Hocine Ait Ahmed jugé par contumace, et Ahmed Ben Bella qui, condamné, s'était évadé de prison.

### L'heure de l'insurrection

L'heure était désormais au lancement de l'insurrection sous couvert d'une nouvelle organisation. Outre qu'ils étaient depuis longtemps convaincus de la nécessité de passer à la lutte armée, les fondateurs du FLN cherchaient aussi à

ressouder les rangs nationalistes autour de leur initiative. Le pari des fondateurs du FLN était qu'en lançant l'insurrection, ils pousseraient tous les partisans de l'indépendance à les rejoindre. Messali, qui y vit un coup d'État visant son autorité, résista en fondant le MNA (Mouvement national algérien) lequel se développa surtout en France.

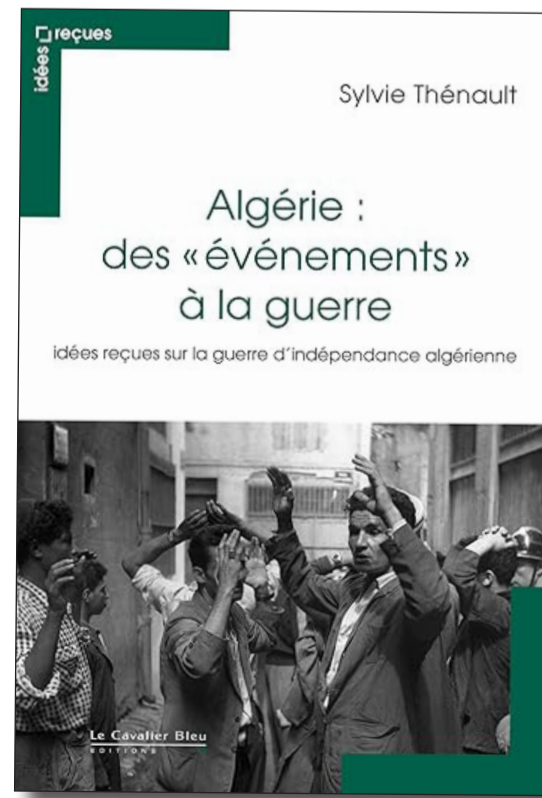
### L'Armée de libération nationale

En Algérie, les fondateurs du FLN gagnèrent leur pari. Alors que les autorités françaises organisaient un vaste coup de filet contre les militants qu'elles avaient fichés, ceux-ci prirent le maquis, gonflant les rangs de la toute nouvelle ALN (Armée de libération nationale). Puis les maquis et les attentats prirent de l'ampleur en dépit du déploiement de

l'armée française. À l'été 1955, le gouvernement dut étendre à tout le territoire l'état d'urgence qui avait d'abord été déclaré dans les secteurs les plus impliqués, afin de minimiser la portée de l'insurrection. Après les événements du 20 août 1955, la guerre avait atteint un point de non-retour. Ce jour-là, Zighoud Youssef, responsable local de l'ALN, appela les paysans du Nord-Constantinois au soulèvement. Aux massacres qu'ils commirent — faisant une centaine de morts, y compris des Algériens « modérés » — répliqua une répression militaire sans retenue, dont les victimes se comptèrent par milliers. À Philippeville (Skikda), les obsèques de victimes françaises furent suivies de ratonnades au cours desquelles des Français tuèrent sept Algériens.

### Radicalisation du mouvement nationaliste

La guerre débuta donc le 1<sup>er</sup> novembre 1954, date à partir de laquelle s'enclencha un engrenage durable d'affrontements entre partisans et adversaires de l'indépendance de l'Algérie. Inscrit dans un contexte de crise interne du PPA-MTLD, son lancement résulte d'une radicalisation du mouvement nationaliste sous l'effet de la répression coloniale et de l'impasse de la voie légale. Cette conjoncture était connue des Français qui s'intéressaient à l'actualité algérienne, mais elle restait une réalité difficile à admettre. Il est vrai aussi que le déclenchement d'une insurrection n'en était pas pour autant prévisible ; sa pérennité et son succès final ne l'étaient pas plus.



## VIOLENCE MOTORISÉE

# Interdire les SUV et sortir du « tout auto »

Le conducteur de SUV qui a délibérément roulé sur Paul Varry, jeune militant de 27 ans de « Paris en selle », a été incarcéré et mis en examen pour meurtre. Ce drame survenu à Paris le 16 octobre a suscité de nombreux rassemblements de solidarité et même des actions de dégonflage de pneus de SUV, comme à Toulouse.

Les tensions entre automobilistes et cyclistes sont fortes mais ce sont bien ces derniers qui seuls sont en grande vulnérabilité, en danger de mort même.

**SUV, chars urbains, vecteurs du virilisme**  
À l'heure du dérèglement général du climat, Renault, Stellantis et tous les autres constructeurs produisent massivement des SUV (plus de 40% des immatriculations), ces monstres énergivores, toujours plus longs, plus larges, plus hauts, plus lourds, plus puissants, plus connectés et plus confortables ! Ils transmettent un sentiment de surpuissance et symbolisent si bien la schizophrénie de l'époque de rupture que nous vivons.

### Vélo : retour en force d'un mode de déplacement

Nous voyons une explosion de la pratique régulière du vélo. Depuis le dernier confinement en raison du covid, une augmentation de près de 40% est enregistrée. Plus exclusivement sportif ou de loisir, le vélo tend à redevenir cette grande pratique populaire qu'il a été au début du 20<sup>e</sup> siècle, comme moyen de transport. Mais nous sommes encore loin de l'âge d'or de « la petite reine ». Cette évolution reste malheureusement un phénomène urbain, duquel les quartiers populaires sont écartés pour des raisons d'urbanisme. Mais, malgré son essor actuel, moins de 5% des déplacements s'effectuent à vélo. Quelques villes font de gros efforts, Strasbourg notamment qui reste pourtant avec ses 12% loin derrière Copenhague (25%). À l'extérieur des villes, le phénomène reste marginal, verrouillé par la casse du rail. La dépendance vis-à-vis de la voiture y reste totale.

### Développer le vélo et les transports en commun gratuits

Le rail et la marche aussi ! Il s'agit de briser l'emprise de l'auto, du « système auto » ! En France 40 millions de voitures pour 70 millions d'habitants ! Rapporté à la planète, ce serait plus de 4 milliards de voitures (entre 1 et 2 milliards actuellement) ! L'impasse est totale ! Dans l'immédiat, il faut imposer la réalisation du « plan vélo 2023 » (2 milliards d'euros) que Barnier veut jeter. Engager une révolution culturelle autour des transports, interdire la pub pour les voitures, former les enfants. Dans les cités populaires, créer en bas de chaque immeuble les abris à vélos sûrs, accessibles, gratuits, les ateliers de réparation qui vont avec... Et dans l'immédiat, interdire l'usage et la production de ces SUV !

Commission nationale Écologie

### À lire sur le site



**Nouveau record pour Ubisoft,**  
par Anaïs, Killian et Florian



**RSA conditionné : flicage de la misère,**  
par Killian



**Gaza, des atrocités criminelles et des crimes contre l'humanité,**  
par Marie Schwab

## ÉCOLOGIE Chlordécone, scandale colonial, sanitaire et environnemental

Les parties civiles du procès du chlordécone et de nombreux militantEs de l'écologie décoloniale se sont rassemblés mardi 22 octobre devant la Cour d'appel de Paris pour une nouvelle audience procédurale sur la possibilité d'attaquer l'État français en responsabilité.



NPA

### La pollution des terres et des corps en Martinique et en Guadeloupe

Le chlordécone est un pesticide hautement toxique utilisé pour lutter contre le charançon du bananier aux Antilles par l'État français. Il a été totalement interdit en 2009 par la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Malgré son interdiction en France métropolitaine dès 1990, les planteurs de bananes ont exercé une forte pression pour obtenir une dérogation leur permettant de continuer à utiliser le pesticide jusqu'en 1993. Selon eux, il n'existait pas d'alternative efficace, un argument contesté par la suite. Un rapport de 2005 de l'Assemblée nationale française révèle qu'après l'interdiction, le pesticide a été introduit clandestinement dans les îles sous le nom de Curlone. Son usage a perduré pendant de nombreuses années.

En raison d'une grave contamination des sols par le chlordécone, les autorités locales en Guadeloupe et Martinique ont depuis 2003 imposé des restrictions sur la culture de certaines plantes vivrières. 95% des habitantEs de la Guadeloupe et 92% de ceux de la Martinique sont exposés à ce pesticide. La Guadeloupe présente l'un des taux les plus élevés de diagnostics de cancer de la prostate au monde.

### Faire reconnaître la responsabilité de l'État français

Le 14 mars 2024, l'Assemblée nationale française a assumé la responsabilité de la

contamination par le chlordécone affectant les populations de Martinique et de Guadeloupe. Pour autant, la dernière décision de justice, en janvier 2023, avait rendu un non-lieu. Car, avant 1998, administrer une substance que l'on savait mortelle suffisait à caractériser un crime d'empoisonnement. Avec l'affaire du sang contaminé, la Cour de cassation a introduit une nouvelle exigence : « l'intention de tuer ». Or, cette interprétation a été appliquée dans l'affaire du chlordécone. Les avocatEs des parties civiles estiment que cette condition, introduite par le juge et non par le législateur, va à l'encontre de la Constitution. Iels ont donc déposé une question

prioritaire de constitutionnalité (QPC), qui permet de vérifier si une loi respecte la Constitution. Une autre QPC déposée concerne la possibilité de poursuivre l'État au pénal.

### Des débats à huis clos

Le 22 octobre, ces deux questions étaient examinées par la Cour d'appel de Paris. Les débats ont eu lieu à huis clos, sans que les parties civiles soient autorisées à entrer. « Je trouve que c'est inadmissible. [...] On a affaire à une justice qui se fait sans les AntillaisEs, qui se fait hors des Antilles, qui se fait à huis clos », déplore Malcom Ferdinand qui regrette que le procès soit délocalisé à Paris. Au détriment des terres et des corps, le gouvernement français, colonial et polluant, a laissé les planteurs empoisonner les Antilles. C'est ce qu'on appelle le racisme environnemental. La véritable lutte écologique doit impérativement être décoloniale. La justice rendra sa décision le 13 novembre prochain. « Nous ne nous tairons plus ! Notre dignité n'est pas négociable ! », scandaient les militantEs, devant le tribunal.

### Amel

Le reportage vidéo du 22 octobre : <https://youtu.be/WWWUDdg-vbw?si=h2flub1DzDWwH9>

## VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

# Mobilisation et première victoire des syndicats au CHU de Toulouse!

Le 8 octobre dernier les syndicats du CHU de Toulouse ont appris qu'un interne en radiologie, N.W., était affecté dans l'établissement à compter du 4 novembre, malgré sa condamnation en mars dernier à cinq ans de prison avec sursis pour plusieurs agressions sexuelles.

Le parcours de cet étudiant en médecine est particulièrement sordide ; les défaillances des institutions le sont également. En 2020, plusieurs étudiantes ont dénoncé des faits d'agressions sexuelles et de viols auprès de l'université de Tours. Immédiatement, le doyen de l'université avait tout fait pour minimiser les faits et pour que rien ne soit mis en œuvre contre cet étudiant. Et ce, malgré des dépôts de plaintes et une détention provisoire de près de deux mois à la fin de l'année 2020. À la suite d'un « arrangement » cet étudiant est parti poursuivre ses études à l'université de Limoges où il a débuté en septembre par un stage en... gynécologie !

### Un premier procès

Son procès s'est tenu en février 2022, après l'accord de plusieurs victimes sur une requalification des faits de viols en agressions sexuelles, pour qu'il soit jugé plus vite, condamné, et donc pour qu'il ne puisse pas poursuivre ses études. Une de leurs préoccupations était en effet de protéger d'éventuelles futures victimes parmi les patientes et les collègues de cet étudiant. Face à la légèreté de la peine, le parquet a fait appel de la condamnation, afin qu'il soit condamné à de la prison ferme et qu'il ne puisse jamais exercer la médecine. Le procès en appel aura lieu le 3 décembre à Orléans.

### Quatre ans d'impunité

Il aura fallu attendre plus de 4 ans, le 10 octobre 2024 pour que, sous la pression de la mobilisation, une procédure disciplinaire soit lancée par l'université de Tours. Dès l'annonce de l'arrivée de l'étudiant, les syndicats CGT et SUD se sont mis en contact avec les collectifs qui avaient alerté durant des années sur cette situation. Des motions ont été votées dans toutes les instances du CHU de Toulouse demandant sa suspension, l'ensemble des organisations syndicales ont annoncé leur volonté de déposer une procédure de danger grave et imminent pour que les agents du CHU et les internes puissent exercer leur droit de retrait, un rassemblement de 300 personnes s'est tenu et enfin un préavis de grève avec appel à chaîne humaine autour de l'hôpital a été déposé pour le 4 novembre, jour prévu de son arrivée.

### Des mots mais aucun acte

Durant près de 15 jours les syndicats et les hospitalierEs ont dû faire face à une direction qui tenait de belles paroles contre les VSS mais qui n'agissait pas, allant jusqu'à dire qu'ils allaient « aménager son stage » pour qu'il ne soit jamais seul. Cette affaire illustre parfaitement l'impunité des agresseurs dans le milieu de la santé. Alors qu'une condamnation avait eu lieu, que



l'interne reconnaissait une partie des faits, que les victimes avaient parlé et dénoncé les faits au sein des institutions, pendant près de quatre ans cet étudiant a pu poursuivre son parcours. Son avocat déclarait il y a quelques jours dans la presse que les faits reprochés ayant eu lieu dans le cadre « privé » rien ne pouvait lui être reproché dans le cadre de ses études.

### La mobilisation reste d'actualité

Sous la pression de la mobilisation le directeur général de l'ARS d'Occitanie a enfin annoncé sa suspension le jeudi 24 octobre. Son avocat a annoncé faire l'appel, cette histoire est donc loin d'être terminée. Mais il s'agit d'une première victoire, et les syndicats CGT et SUD du CHU de Toulouse maintiennent leur appel à la grève et à rassemblement le 4 novembre, notamment si la suspension venait à être annulée. Ces organisations ont annoncé qu'elles prendraient leurs responsabilités afin que cet interne ne puisse pas exercer.

Pauline Salingue

## Souscription

### Rotographie, un projet pour la 4<sup>e</sup> Internationale

Depuis le début des années 1980, le centre d'édition et le secrétariat de la 4<sup>e</sup> Internationale sont établis à Paris. Ce transfert (depuis Bruxelles) avait été prévu de longue date mais il a fallu attendre l'élection de Mitterrand en 1981 pour que deux des principaux dirigeants de l'Internationale, Ernest Mandel et Livio Maitan, puissent légalement venir dans le pays.

Le mouvement de 1968 n'était pas qu'un mouvement français — c'était plutôt un des pôles les plus importants d'un mouvement international de radicalisation, notamment de la jeunesse. Mais à la suite de ces événements, la section française de la Quatre — formée de la fusion de l'ancienne section le PCI avec les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR) — a émergé comme la section la plus importante de la 4<sup>e</sup> Internationale, du moins en Europe, sur le plan du nombre et de l'expérience politique. Pour soutenir et renforcer l'Internationale, il était logique de l'adosser à cette section forte.

#### Du local du 11<sup>e</sup> arrondissement à celui de la LCR puis du NPA

Après une dizaine d'années dans son local du 11<sup>e</sup> arrondissement, le centre de l'Internationale est hébergé par la LCR dans son local parisien, devenu ensuite celui du NPA. Mais c'est le local public — c'est-à-dire la librairie La Brèche — qui est le point de repère pour les camarades de l'Internationale visitant Paris lors des réunions ou de voyages individuels au cours desquels ils entrent en contact avec nous via la librairie. D'autres ont trouvé leur chemin vers le bureau de notre camarade Alain Krivine, dans les locaux de Montreuil. Par ailleurs, certains camarades, comme les camarades réfugiés du Chili mais aussi d'autres pays, ont trouvé leur place en contribuant à l'appareil de la LCR, en premier lieu son imprimerie.

#### Un projet enthousiasmant

La perspective d'un bâtiment qui regroupe toutes ces activités, qui soit un lieu agréable pour accueillir les camarades, soit en réunion, soit en visite plus informelle, nous enthousiasme. Nous pourrions organiser notre activité internationaliste — des réunions, la préparation de délégations dans différents pays comme lors de convois de solidarité, des voyages d'information, pour se rendre à des initiatives de nos camarades d'autres pays. C'est aussi un lieu de documentation et d'archives, de notre mémoire collective, même si nos archives historiques sont à l'autre bout de Paris à la Contemporaine à Nanterre.

Le projet « Roto » est donc un projet qui a une résonance au-delà de la France. Il serait un renforcement de l'Internationale en offrant de meilleures conditions aux camarades pour le travail d'édition et le secrétariat, qui profiteraient également du travail en collaboration avec les camarades du NPA-l'Anticapitaliste.

Penelope Duggan

#### À lire sur le site



Lille, avec Ugo Palheta, pour défaire le discours sur l'ascension irrésistible de l'extrême droite



Contre l'antisémitisme et ses instrumentalizations, un livre présenté à La Brèche

## Culture

### ESSAI Mécanique du privilège blanc. Comment l'identifier et le déjouer? d'Estelle Depris

Binge Audio Edition, 2024, 346 pages, 19 euros

Le livre d'Estelle Depris est présenté comme un manuel d'éducation antiraciste à destination des personnes blanches : « Comment devenir unE meilleurE alliéE de la lutte antiraciste? Qu'est-ce que le privilège blanc et comment se manifeste-t-il? Comment se sentir légitime pour aborder ces questions en tant que personne blanche? »<sup>1</sup>

#### De meilleurEs alliéEs...

Estelle Depris s'adresse de façon explicite à des personnes blanches qui se considèrent comme n'étant pas racistes, avec l'ambition de les aider à comprendre en quoi et sous quelle forme le racisme ambiant, le racisme systémique, a un impact réel sur leur mode de pensée et sur leurs comportements. L'objectif, pour elle, n'est pas de nous culpabiliser (eh oui, j'en fais partie), mais de nous aider à nous déconstruire afin de devenir de meilleurEs alliéEs.



Ne cachons pas que nombre de réticences peuvent faire obstacle, côté lecteur, à un tel objectif. Les termes même du problème : « privilège blanc », comme si tous les blanchEs étaient des privilégiés, « mécanique », comme si ces questions répondaient à des lois immuables... Et puis la démarche individualisante : se déconstruire pour devenir de meilleurEs alliéEs, alors que nous sommes des gens de gauche, bien souvent engagéEs dans des luttes contre le racisme... Et puis la contradiction qui consiste à définir le racisme comme systémique tout en prétendant y apporter des réponses individuelles!

#### Lire ce livre, vraiment...

Pour autant, sans se départir de certaines de ces réserves qui sont des désaccords politiques à explorer, à éclaircir, à discuter, il est troublant de trouver peu à peu, sous la plume de l'auteur, réponse à nombre d'entre elles. Comme il est étonnant de

constater que plusieurs arguments critiques qui nous surviennent au cours de la lecture sont cités par l'auteur, quelques pages plus loin, comme autant de moyens de défense, de « solidarité blanche ». Il est alors temps, sans a priori, d'essayer de comprendre ce qu'elle a vraiment à dire. À cette condition, il devient possible de tirer le meilleur de la démonstration, extrêmement précise et méticuleuse, sur la place

du racisme dans notre société, son impact sur chacunE d'entre nous, personnes blanches, et nos comportements, sur les effets sur les personnes racisées de tous ces agissements en apparence anodins mais constituant autant de micro-agressions, sur toutes les variantes des mécanismes d'auto-justification des dominantEs dont nous faisons alors partie, souvent à notre corps défendant.

Vincent Gibelin

1 - Présentation de la maison d'édition.

### ESSAI Paysan, d'Édouard Morena

Anamosa, collection « Le mot est faible », 112 pages, 9 euros.



Ce petit livre, paru en septembre 2024, risque de connaître une nouvelle actualité alors que s'annonce un retour au premier plan des mobilisations « paysannes ». Son auteur, spécialiste de la Confédération paysanne, fait l'inventaire de l'histoire et de l'usage du terme « paysan », parfois péjoratif, incarnant le plus souvent des valeurs conservatrices, voire carrément réactionnaires. Puis, à la suite des Paysans travailleurs de Bernard Lambert, survient une tentative de réappropriation du terme par la gauche, et même par l'extrême gauche, dans le sillage de la mobilisation du Larzac. Plus récemment, le terme est largement repris dans notre

lexique — agriculture paysanne, élevage paysan — comme portant des valeurs opposées à l'agro-industrie... Pourtant l'auteur insiste, et prétend que l'appropriation politique du mot est impossible car elle nous condamne à la confusion — tout le monde le reprend à son compte! — source du corporatisme qui verrouille toute évolution du monde agricole. Il nous invite alors à l'introduction d'un nouveau vocabulaire qui dirait de nouvelles pratiques...

Claude Moro

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

### MONTPELLIER Réunion publique Jeunes et première projection du documentaire Rouge!

Le mercredi 23 octobre, Montpellier a accueilli Olivier Besancenot pour deux événements : une réunion publique organisée par les JA (Jeunesses anticapitalistes) et la première projection en cinéma du documentaire « Rouge, la couleur qui annonce le journal »!

Après Rennes, Tours, l'université Paris-Jussieu et d'autres, c'était au tour de Montpellier d'organiser un grand meeting de construction des Jeunesses anticapitalistes! Malgré l'habile absence de réponse de l'université Paul-Valéry où la réunion était initialement prévue, celle-ci a pu se tenir en très bonnes conditions dans un bar voisin de la fac. Salle comble avec une soixantaine de personnes pour écouter Olivier Besancenot, Vila et Loïc, deux camarades des JA de Montpellier!

#### Des discussions tournées vers l'action

Si les topos se sont centrés sur l'analyse du contexte politique actuel, la montée de l'extrême

droite et la nécessité de s'organiser pour faire face au gouvernement ultraréactionnaire de Barnier, les échanges qui ont suivi ont permis d'explorer de nombreux sujets : le triple piège de la dette par les libéraux qui diminuent les impôts des plus riches, cassent nos services publics, et empruntent aux banques les laissant s'enrichir tout en culpabilisant le peuple. Il s'agissait de montrer les attaques répétées sur les enfants, notamment les mineurEs non accompagnés, criminalisés dès l'enfance par le racisme. Il y a eu surtout des échanges tournés vers l'action : quelle stratégie pour militer en campagne? Quelles sont les actions des JA? Comment se former politiquement pour lutter efficacement?

#### Un film pour raconter Rouge, le journal

La soirée s'est ensuite poursuivie au cinéma l'Utopia avec une salle bien remplie dans laquelle on trouvait militantEs jeunes, anciens et anciennes de la LCR et beaucoup de curieuxEs venuEs voir le film et échanger avec Olivier Besancenot. Le documentaire sur l'histoire du quotidien Rouge de 1976 à 1979 et la discussion qui a suivi ont permis de montrer l'importance cruciale qu'a joué le local de Rotographie pour la Ligue, le NPA mais aussi l'ensemble du mouvement social au service duquel l'imprimerie s'est toujours mise. Comme à l'époque pour l'impression du premier quotidien, c'est par une cam-



pagne de souscription exceptionnelle qu'il sera possible d'acquiescer ce local dont l'imprimerie est locataire depuis près de 50 ans. Une belle soirée pour la construction d'une organisation unitaire et révolutionnaire au service de toutes les luttes!

CorrespondantEs

# BEAUVAIS « Les Taupes rouges “Sans freins” de DBA étaient chez moi! »

**Entretien.** Catherine Méry, militante depuis 1980 à la LCR puis au NPA, et militante syndicale, fait paraître aux éditions Syllepse en coédition avec La Brèche « Leur usine, nos vies, nos morts », qui raconte la vie à l'usine Bosch de Beauvais.

## Qu'est-ce qui t'a conduit à écrire ce livre ?

Je suis en retraite de l'Éducation nationale depuis deux ans et je milite depuis 1980, d'abord à la LCR puis au NPA, sans une seule coupure. J'ai été secrétaire départementale du SNUIPP et de la FSU de l'Oise dans les années 1990, 2000. C'est une section tendance École émancipée avec rotation des mandats. J'ai fait mes deux mandats, deux au SNU, un à la FSU et puis après je suis retournée au travail. Mon compagnon, Gaby Hauet, était militant de la LCR quand je l'ai rencontré dans les années 1980, dans l'usine qui à l'époque s'appelait DBA. On a vécu 34 ans ensemble jusqu'en 2019 quand il est décédé d'un cancer. Lui c'était plutôt un militant de boîte ; moi j'étais militante à la FSU, j'étais plus dans les collectifs antiracistes, migrants, Palestine, etc. À l'époque il était à la CFDT, qui n'a rien à voir avec la CFDT d'aujourd'hui. En rangeant des documents, je me suis rendu compte que les tracts des comités Taupes rouges des années 1970, que je n'avais jamais vus, étaient chez moi ! C'était la Taupes rouges « Sans freins » de l'usine Lockheed — qui est devenue DBA (Dussolier-Bendix-Air équipement), puis Bendix France, puis Allied Signal et enfin Bosch en 1996. Je me suis dit qu'il fallait faire quelque chose de tout ça. J'ai voulu retracer toute l'histoire de l'entreprise.

**En rangeant des documents, je me suis rendu compte que les tracts des comités Taupes rouges des années 1970, que je n'avais jamais vus, étaient chez moi !**

## Est-ce que tu peux nous raconter ce que tu as découvert au cours de tes recherches ?

Dans les archives municipales, j'ai regardé tous les comptes rendus de conseils municipaux qui concernaient l'usine entre 1958, date de l'ouverture, et 2020. J'ai découvert que le terrain a été quasiment donné en 1958. Un militant communiste était intervenu en conseil municipal : « Ce n'est pas normal de vendre à ce prix-là ! » Le terrain a été bradé. Un peu comme pour Massey-Ferguson qui vient de se faire offrir un joli pont d'or par la commune, donc par nos impôts locaux, et qui commencent des licenciements (103 annoncés). Je compare parce que c'est la même démarche : l'utilisation

de l'argent public sans vergogne, et puis on s'en va.

Le terrain il avait été offert en 1958 et il n'est toujours pas dépollué, il risque de valoir très cher, parce que si en 2010, au moment de la fermeture de l'usine, il était question de réindustrialisation de la zone, on parle maintenant d'en faire un écoquartier ! J'ai eu accès à une autre source : en 2014, quand la boîte a été rasée, les camarades ont déposé les archives de la CFDT Métallurgie aux archives départementales.

## Cela t'a permis de retracer l'activité militante de l'usine...

Oui, et notamment, ce qui m'a intéressée, ce sont les années 1970 que je n'ai pas connues. Dans cette usine, il n'y avait pas d'expérience au départ. Beauvais, c'est Dassault, Dassault, Dassault, Dassault et Dassault comme députés de la circonscription. Sauf aux dernières élections, c'est le RN qui est passé. On sait ce que c'est la droite ! On avait Hersant aussi pendant très longtemps sur la 2<sup>e</sup> circonscription de Beauvais. À l'usine, il n'y avait pas d'expérience. Dans les années 1960, il y avait un syndicat maison lancée par le patron. La CFDT a été créée à ce moment-là. En 1968, il n'y a pas eu des choses extraordinaires. C'est vraiment après dans cette dynamique que la CFDT s'est développée. Les camarades faisaient bien évidemment du boulot tous les jours. C'est d'ailleurs une des usines où il y avait les plus hauts salaires et où les 40 heures ont été acquises en premier. Il y avait des bagarres sans arrêt, secteur par secteur.

En 1975, il y avait déjà un projet de déménager une partie de l'usine à Angers. Ils ont mené la bagarre et ils ont gagné, alors qu'ils portaient de rien. Les camarades de la Taupes rouges, ils ont pris la majorité dans la CFDT !

En parallèle, il y avait aussi une conception syndicale, avec des camarades comme Michel — qui vend toujours *l'Anticapitaliste* avec moi le samedi matin — qui pendant trois ans est allé tous les mois à Besançon chercher des montres Lip. Trois ans, ce n'est pas rien ! On dépense une énergie militante énorme pour organiser cette solidarité militante ! Un camarade est parti en Pologne en solidarité avec Solidarnosc en 1980. Ils avaient un syndicalisme qui était vraiment très ouvert sur plein de choses. Il y eut 9 licenciements par mois au cours du lent déclin des années 1980-2000. Ils sont

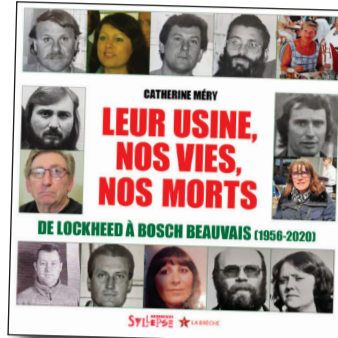
passés de 2400 à la fermeture. Quand je suis arrivée en 1982, c'était une grosse usine, il y avait une dizaine de bus qui arrivaient de partout dans le département pour aller chercher les ouvriers. On distribuait les tracts à la sortie des bus...

## Après la fermeture de l'usine, la bagarre a continué sur l'amiante...

Le procès sur l'amiante pour faire reconnaître le préjudice d'anxiété a duré huit ans, de 2012 et 2020<sup>1</sup>. Et donc les camarades à l'époque se sont réunis tous les jeudis. Ils se voyaient, ils mangeaient ensemble, faisaient la permanence au syndicat... pendant huit ans et ils ont gagné. Entre 1966 et 1985, dans les freins que les salariéEs fabriquaient, il y avait de l'amiante. Les textes qui datent déjà du milieu des années 1970 préconisaient de faire des prélèvements réguliers pour protéger les salariéEs. Au cours de cette période, personne ne prononce jamais le mot « amiante ». Ni le patron ni même les camarades. Dans aucun compte rendu de CE, de CHSCT, on ne trouve le mot « amiante ». Après l'interdiction de l'amiante en 1998, l'usine Bosch de Beauvais a fait partie de la liste des entreprises considérées comme ayant de l'amiante.

## Après l'interdiction de l'amiante en 1998, l'usine Bosch de Beauvais a fait partie de la liste des entreprises considérées comme ayant de l'amiante

Cela ouvrait droit à des pré-retraites (trois ans d'amiante = une année de pré-retraite). Le patron l'a utilisé tout de suite. Il restait encore presque 800 ouvriers. Il en a fait partir 400 en pré-retraite. Les patrons avaient créé en 1980 le CPA (Comité permanent de l'amiante) qui faisait du lobbying, qui conseillait les politiques publiques en matière de santé en France concernant l'amiante. C'est Juppé (sic !) qui l'a dissous en 1995. Et après, il y a eu l'interdiction de l'amiante en 1996. Le préjudice d'anxiété a été reconnu en 2010. D'abord, les salariéEs ont gagné aux prud'hommes, puis ils ont perdu un appel, parce que Bosch a prétendu qu'au moment de l'achat il n'y avait plus d'amiante. Ce qui n'avait pas empêché le patron d'utiliser la possibilité des pré-retraites pour se débarrasser de la moitié des salariéEs pour fermer l'usine. Et puis après, au Conseil d'État, les travailleurEs ont gagné, et finalement, c'est repassé en appel pour l'estimation de la somme en 2020. Donc, c'est une grande histoire !



Leur usine, nos vies, nos morts. De Lockheed à Bosch Beauvais (1956-2020), de Catherine Méry, co-édition Syllepse-La Brèche, 112 pages, 12 euros. À paraître en novembre.

**Ils ont eu droit à des indemnités ?** 8 000 euros. Pendant les huit ans, sur les 400 dossiers, ils ont eu 27 morts. Le seul cancer de l'amiante reconnu, c'est le cancer de la plèvre. Les 27 sont tous morts d'un cancer. Mais pas tous reconnus.

## Cela a demandé une énergie énorme...

La bagarre n'est pas vraiment partie des syndicats, mais d'associations. Sur le Beauvaisis, c'était les « Dé-Boschés ». L'avocate me disait que dans d'autres procès amiante, à BASF et un certain nombre d'autres endroits, ça passait par des associations. D'une part, parce que les gens, en général, ils étaient à la retraite. Le dernier combat de l'amiante, il a été mené par les « Dé-Boschés ».

## Propos recueillis par Fabienne Dolet

1 - <https://lanticapitaliste.org/actualite/entreprises/amiante-bosch-beauvais-victoire-apres-huit-ans-dun-combat-juridique>

## DATES DES PRÉSENTATIONS

Jeu 12 décembre, 18h, à la Maison des syndicats de Beauvais, présentation.

Vendredi 20 décembre, 18h30, Voisinlieu pour tous à Beauvais, lecture.

## À voir sur le site

Entretien avec Catherine Méry autrice du livre *Leur usine, nos vies, nos morts*, par Patrick Silberstein



## Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/lanticapitaliste)  
[L\\_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)  
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.t.me/lanticapitaliste)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

## Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°159 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



## L'image de la semaine



## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)